

BULLETIN INTERIEUR
DES ETUDIANTS SOCIALISTES UNIFIES

SITUATION DES SECTIONS
=====

Il semble nécessaire, après l'installation d'un secrétariat National Etudiant, de faire le point de la situation des sections.

1) A Paris : la section Droit-sciences eco, la section Sorbonne, la section Sciences-Po ont entrepris un certain travail depuis la rentrée (parution d'un bulletin mensuel en Sorbonne et Droit, Meeting avec Mendès-France avec Sciences-Po et Droit, Meeting avec Martinet par la section Sorbonne-Droit-Sciences, Meeting-conférence avec Gilbert Mathieu par les sections Droit et Sorbonne).

Les sections Médecine, Sciences ont par contre certaines difficultés de redémarrage. En ce qui concerne Grandes Ecoles, le travail effectué est très positif (participation importante au stage de formation, réunion avec Servet sur le devenir professionnel des ingénieurs)

L'école de formation décidée par le S.N.E. a démarrée comme prévue Avec environ 25 participants

2) Au niveau de la province : Toulouse a des possibilités de refonctionnement (Meeting avec Beregovoy ?) De même des sections vont se créer à Tours, Limoges, peut-être Nancy. Certaines sections ont une présence véritable ; Bordeaux, Caen (gros travail fourni), Reims (Meeting fin Janvier avec Heurgon et un member du S.N.E. D'autres par contre ont des difficultés pour s'ouvrir à de nouveaux militants : Lille, Grenoble. Enfin il n'y a plus rien dans le Sud-Est, le Nord est, Rennes et Nantes.

INTERVENTION POLITIQUE DES E.S.U.
=====

Nous pensons que dans les prochains mois à venir, il s'agit pour les Sections étudiantes de réapparaître dans leurs Facultés et leurs villes Universitaires. Notre intervention doit donc porter au départ sur les problèmes qui concernent directement le milieu étudiant, c'est à dire les problèmes de l'Université.

On peut affirmer que le débat politique qui existe entre les "2 tendances" de la minorité de l'U.N.E.F. est d'une importance politique considérable. D'autre part, on peut affirmer que si des organisations politiques étudiantes avaient réalisé, à côté de l'U.N.E.F. une analyse politique autonome, l'U.N.E.F. ne serait vraisemblablement pas dans la situation politique où elle se trouve.

Il y a à l'heure actuelle possibilité d'un véritable dialogue et d'une reliance politique des E.S.U. sur ces problèmes, d'autant plus que les étudiants du P.S.U. font partie des "2 tendances" qui existent à l'U.N.E.F. et que ces tendances ne recouvrent pas par ailleurs les tendances du Parti.

Ceci dit, nous renouvelons notre appel auprès des sections pour qu'elles nous envoient les articles nécessaires à l'élaboration de ce bulletin qui doit être le fait de toutes les sections, et non seulement du S.N.E. : articles sur ce qu'elles pensent de la situation de l'U.N.E.F., sur la

situation locale de la section...

Nous pensons que pour faire redémarrer les sections, un certain nombre de mesures immédiates peuvent être prises :

- Envoyer à tous les anciens de la section une lettre explicative du pourquoi et du comment du redémarrage des E.S.U. (Nous ne sommes pas partisans à tout prix de faire revenir les anciens, mais il est possible de récupérer quelques camarades. D'autre part, il est nécessaire de suivre les camarades qui partent : certains deviennent prof et peuvent reprendre leur carte au Parti, il suffit parfois de les contacter).

- Il faut constituer un bureau de section et faire des réunions assez régulières.

- Il y a possibilité de faire en sorte que le travail courant soit assuré par le Bureau de la section, et que l'on consacre certaines réunions de section à la formation politique des camarades.

- Il est nécessaire d'être présent de nouveau dans l'Université (en particulier à l'A.G.E. et dans les Corps), d'assurer les relations extérieures et de prouver sa présence si possible par un bulletin E.S.U. fait et ronéoté par la section.

- Il y a possibilité parfois qu'un orateur du Parti descende en Province ainsi qu'un membre du S.N.E.

- Il y a nécessité de reprendre les relations avec la Fédération qui peut vous aider (pour la formation, sortie des bulletins...)

- Nous considérons que s'il est nécessaire que les sections se branchent au départ sur les problèmes de l'Université, il est aussi nécessaire que la section se tienne au courant de la vie du Parti, et participe à son activité (Campagnes municipales, Mots d'ordre du Parti...)

- S'il est nécessaire que la section soit présente à l'A.G.E. et dans le travail syndical, il est important, de manière à ce que les sections ne soient pas étouffées par le travail syndical, qu'elles réalisent un travail politique autonome sur : problèmes du devenir professionnel, liaisons Université Economie, problèmes de la planification, problèmes du passage au Socialisme, rôle du Mouvement ouvrier, des intellectuels...

- Dans quelques mois, lorsque nous aurons véritablement fait acte de présence suffisamment pour être pris au sérieux à l'extérieur et à l'intérieur du Parti, nous pourrions alors nous lancer à part entière dans la vie du Parti. Mais nous considérons qu'il ne s'agit en aucun cas pour nous de servir, de quelque manière que ce soit, de masse <marge> de manoeuvre, consciemment ou inconsciemment, aux tendances du Parti et aux batailles qui peuvent en découler (car de nombreux militants ne sont pas formés). Il ne faut jamais oublier que si <de> nombreux camarades ont quitté le Parti parce qu'ils étaient en désaccord avec sa politique, d'autres aussi nombreux l'ont quitté dégoûtés par les discussions stériles qui y sont nées.

RESUME

- Réorganisation de la section
- Formation politique
- Parution d'un bulletin.

Amicalement

Le S.N.E.

L'A.G de l'U.N.E.F. : Débats politiques importants.

La première conclusion que l'on peut tirer de la dernière Assemblée Générale de l'U.N.E.F est très positive : les débats politiques ont été, la plupart du temps intéressants, bien posés, clairs, et il semble que les différentes Associations Générales auront la possibilité d'alimenter ces mêmes débats, de se déterminer et de décider au prochain Congrès de l'U.N.E.F. (Bordeaux : Pâques 64) Quelle sera la stratégie de l'U.N.E.F à long terme, quelles en seront les conséquences à court et moyen terme ?

Quelles sont donc les oppositions politiques qui se manifestent à l'intérieur de la Minorité de l'U.N.E.F. ? Quels sont les schémas politiques qui sous-tendent l'orientation des deux tendances qui s'opposent à l'heure actuelle (la tendance "apolitique" traditionnelle étant mise à part) ?

DE DIJON AU 21 FEVRIER 1964

I°)- Le Congrès de Dijon, tournant du Mouvement Etudiant, avait redéfini l'étudiant par rapport à son travail, à sa formation, à son devenir professionnel, et à son statut socio-économique, en replaçant l'Université dans le cadre économique qui est le sien (problème de la démocratisation de l'enseignement, en liaison avec la planification et le marché de l'emploi, la division sociale du travail...). De plus, un nouveau type de pratique syndicale avait été défini dans le sens d'une participation véritable de la base aux prises de décisions et surtout à l'élaboration la plus large et la plus constante possible par la plus grande masse. Les expériences, les enquêtes, les commissions devaient être généralisées au niveau le plus bas, c'est à dire au niveau de l'amphithéâtre. L'U.N.E.F se voulait un syndicat de masse, c'est à dire, non pas que tous les Etudiants prennent conscience spontanément de telle ou telle situation, mais que l'U.N.E.F soit capable d'intervenir parmi tous les Etudiants et de leur faire prendre conscience de leur situation dans l'Université et dans la Nation.

Or, l'U.N.E.F. a été confrontée depuis Dijon à un certain nombre d'échecs objectifs (baisse des cartes, corporatisme à la base compensé par une politisation artificielle au sommet, échec de l'occupation de la Sorbonne...).

Cet échec de l'U.N.E.F est d'ailleurs l'échec de l'ensemble de la gauche : les luttes sociales importantes attendues n'ont pas eu lieu, le Pouvoir est resté plus autoritaire que jamais, l'évolution des Partis politiques et en particulier du P.C.F. ne se manifeste toujours pas, les problèmes de l'unité n'ont pas avancé.

LE PARI DE L'U.N.E.F.

=====

A partir de ces constatations, une tendance majoritaire actuellement, et certains de ses leaders contestent la possibilité pour l'U.N.E.F. de pouvoir porter son combat contre la Technocratisation et l'Industrialisation de l'Université voulue par le Pouvoir, pour des réformes structurelles de l'enseignement dont les principes de base ont été définis dans le Manifeste de l'U.N.E.F. Un tel combat ne peut qu'entraîner, à l'heure actuelle, soit une minorisation politisée du syndicat ("une marxisation"), soit une intégration rapide au système politique et économique existant, ce combat aboutissant à un corporatisme généralisé à la base, c'est à dire, à un essai de rationalisation de l'Université, par des réformes partielles sans contenu politique véritable.

Cette analyse consiste à dire que l'U.N.E.F. a engagé un "pari" qu'elle a perdu et qu'il s'agit désormais de faire en sorte qu'elle redevenue "l'organisation de masse" qu'elle était il y a quelques années, qu'elle est condamnée à n'avoir qu'une stratégie défensive, que le syndicat étudiant doit attendre une évolution des forces démocratiques et les mutations économiques importantes qu'il y aura aux environs de 1970 (mutations économiques à l'échelle de l'Europe, entrée massive dans l'Economie de cadres moyens et des techniciens supérieurs qui feront naître dans les structures économiques et sociales du pays des heurts et des blocages importants du fait de leur sous-formation, de leur intégration dans le système néo-capitaliste, dont ils ne seront que les exécutants, couche sociale dont l'importance future est considérable.

L'U.N.E.F. "GROUPE DE PRESSION"

=====

A court et moyen terme cela signifie que l'U.N.E.F. aura une stratégie défensive, que toute réflexion et analyse autonome sont condamnées à disparaître. L'U.N.E.F. ne sera pas le syndicat qu'elle voulait être, elle sera peut-être anti-gaulliste, ce qui peut aboutir à une manipulation de la base non consciente et sans pratique véritable par le sommet politisé. L'U.N.E.F. s'est heurtée au mur du préalable politique, qui est le résultat d'une analyse par ailleurs profondément anti-syndicale, qui consiste à dire qu'il faut attendre la chute du régime pour que le syndicat puisse voir ses revendications satisfaites.

L'U.N.E.F. rassemblera le plus d'étudiants possible sous des revendications très traditionnelles pour refaire "l'unité du Mouvement". Elle redeviendra le "groupe de pression" qu'elle était, elle sera l'une des "courroies de transmission" des partis de gauche qui se refusent de poser les vrais problèmes du passage au Socialisme. Elle pratiquera une certaine politique intersyndicale, par ailleurs inefficace, préalable elle aussi à toute action de masse du Mouvement étudiant. Cela entraîne une prise de pouvoir à l'U.N.E.F. des corporatistes et des étudiants suivistes par rapport au P.C.

L'axe de cette politique consiste à dire que toute stratégie fondée sur une lutte pour des réformes de structures est certainement fondamentale pour les luttes à venir, mais dangereuse maintenant du fait de la

position défensive des forces démocratiques. Cette affirmation "est incohérente", il est "fondamentalement contradictoire de lutter pour le Socialisme aujourd'hui sans lutter déjà et en même temps, ici et maintenant, là où nous sommes, sur les lieux d'apprentissage et de travail, pour la transformation de toutes les structures sociales" (I).

Certains plus pessimistes ("Nihilisme politique de Marc Kravetz et de ses amis"(I) poussent cette analyse à un tel point qu'il leur semble que l'apolitisme du milieu va entraîner à l'U.N.E.F. une prise de pouvoir des "Majos traditionnels", une minorité de l'U.N.E.F restant politisée et "attendant son heure" (Il y a par ailleurs possibilité de passage à moyen terme d'une direction corporatiste à une direction "apolitique".

(Il existe une troisième voie que d'aucuns qualifient d'imaginaire, c'est celle de la disparition de l'U.N.E.F. A cet égard, il serait bon de méditer sur l'avenir de la "ZENGAKUREN" (Union Nationale des Etudiants Japonais) qui fut capable, il y a quelques années, de mettre 100.000 étudiants offensifs dans la rue, et même de faire démissionner un premier ministre, en manifestant contre le traité Nippo-américain de défense, qui fut pour eux leur "guerre d'Algérie". A l'heure actuelle, la ZENGAKUREN, après un essai d'orientation sur les problèmes universitaires, est divisée en multiples sectes et tendances, pro-chinois, trozkystes... La ZENGAKUREN a désormais disparu de la vie politique.)

Une telle analyse a conduit le bureau de l'U.N.E.F. à démystifier la plateforme revendicative qu'il avait élaborée et que l'Assemblée Générale avait adoptée la veille avec une certaine majorité. La possibilité actuelle pour l'U.N.E.F. de poser les problèmes du statut et de la fonction <sociale> de l'étudiant, à partir de la revendication de l'Allocation d'études, et par là même de créer un rapport de forces favorable, est nulle ; soit par l'apolitisme du milieu, soit parce que le Mouvement n'en veut pas.

STRUCTURES DE FORMATION ET STRUCTURES ECONOMIQUES

=====

2) Cette analyse générale de l'U.N.E.F. est contestée par la "tendance minoritaire" (Rennes, E.N.S.)

Outre le caractère pessimiste, voire sentimental, de l'analyse majoritaire qu'elle dénonce, la "tendance minoritaire" fonde sa stratégie syndicale offensive sur les schémas suivants :

Que le milieu soit apolitique, non sensibilisé, cela est concevable dans la situation actuelle. Ceci dit, il ne s'agit pas de vouloir faire en sorte que l'étudiant de base, voire l'adhérent fasse le cheminement de la pensée politique qu'a fait l'U.N.E.F. depuis Dijon 63. Il s'agit de considérer que l'avancée politique de l'U.N.E.F. est acquise définitivement, et qu'il faut partir de cet acquis.

Si le milieu est non politisé, cela est dû en grande partie aux rapports qu'il existe, à l'heure actuelle, entre la formation reçue et la profession future, entre l'Université et l'Economie, entre une industrialisation progressive de l'Université et l'évolution de l'Economie dans le

sens du néo-capitalisme. Face à cette situation, le syndicat a pour rôle d'intervenir politiquement, en posant directement les rapports qu'il y a entre structures de formation et structures économiques. Il ne s'agit pas de compenser par une politisation artificielle un apolitisme de la base, il s'agit d'intervenir à tous les niveaux de formation, en particulier dans l'amphithéâtre, pour poser les vrais problèmes ressentis par le milieu, imposés au milieu (Plan FOUCHET).

Le rôle du syndicat étudiant, selon la "tendance minoritaire", est, dans la situation politique actuelle, d'intervenir dans le sens d'une transformation du Système d'Enseignement Supérieur, sur les problèmes de contenu, de méthodes, de réformes de structures de cet enseignement et ceci pour élever le niveau de conscience du milieu et lui permettre d'être armé pour réagir face au système socio-économique qui s'installe. -.

LES CONTRADICTIONS DE L'UNIVERSITE

=====

Cette prise de conscience est par ailleurs facilitée par les contradictions qu'il existe entre "l'Université libérale" et "l'Université technocratique", entre la "nécessité de développer au maximum l'esprit critique des ingénieurs et des chercheurs, condition sine qua non d'une évolution rapide des techniques, et la nécessité d'éviter les réactions critiques des cadres de l'Economie, de peur qu'ils n'exercent leur esprit d'analyse sur des structures sociales qu'ils risqueraient de mettre en cause. De même qu'il y a contradictions entre le caractère de compétition individuelle que prend l'activité humaine dans une société de profit, et le développement nécessaire à tous les niveaux du travail en équipe et de la prise de décisions collégiale." (2)

Tel doit être le sens de l'intervention du syndicat à la base, par une explicitation, entre autres choses, des tenants et des aboutissants du Plan FOUCHET, par une pratique Universitaire de Base (à préciser par ailleurs au prochain Congrès d'une manière plus scientifique) qui nous permette de poser les problèmes de contenu de l'enseignement, de formation de l'étudiant. Une telle intervention, dans le sens défini précédemment, permet d'éviter et <la> politisation artificielle et les déviations corporatistes déjà constatées.

LA REVENDICATION DE L'ALLOCATION D'ETUDES

=====

"Le statut socio-économique de l'étudiant est, dans une grande mesure la résultante du statut de travail de l'étudiant et notre intervention doit prendre pour objet central le travail que fait l'étudiant, son contenu et ses méthodes." L'échec partiel de l'U.N.E.F n'est pas l'échec d'une politique, c'est l'échec d'une certaine "pratique" au niveau le plus bas (problèmes de la participation, formation-recherche). C'est aux A.G.E. en face d'un choix politique clair, de développer au maximum leur pratique d'ici le Congrès, de manière à pouvoir préciser leurs formes d'intervention et leurs contre-propositions.

Dans un tel contexte politique, l'action revendicative axée sur l'Allocation d'études ne peut être que conjoncturelle (passage au Parlement

de différents projets de loi sur l'Allocation d'études, préparation par le Pouvoir d'un éventuel <projet> de prestation d'études). Elle ne peut être en aucun cas l'occasion d'une épreuve de forces de l'U.N.E.F. face au Pouvoir. La revendication n'est réaliste que dans la mesure où l'U.N.E.F. est capable de créer un rapport de forces favorable, or il est évident que d'ici 2 mois il n'en sera rien. (On peut affirmer que l'Assemblée Générale a voulu compenser son impuissance relative, dans la situation actuelle par un volontarisme qui fut, par la suite, dénoncé.) •

L'U.N.E.F. A L'HEURE DU CHOIX

=====

Tels sont les choix, à moyen et long terme qui se posent pour le Syndicat étudiant, choix qui correspondent peut-être à une mutation du syndicat (Passage des problèmes strictement universitaires aux problèmes d'orientation de l'Economie). Il est nécessaire que nous prenions tous conscience de l'importance qu'il a pour toute la gauche, qui se refuse à prendre trop au sérieux les débats actuels de l'U.N.E.F.

Si l'U.N.E.F. abandonne son orientation, qu'elle s'est choisie depuis Dijon, on peut dire que c'est aussi l'échec de la gauche qui par son impuissance et son refus de poser les vrais problèmes aura asphyxié le mouvement Etudiant.

Jean-Claude GILLET

(1) "Pour une nouvelle Education Politique. Un nihilisme politique", par Georges LAPASSADE - Combat du 20.I.65

(2) Bulletin n°3 de l'Union des Grandes Ecoles - "Action syndicale ou Agitation politique".

Quelques nouvelles.

I Lettre de Caen

" Nous avons mis sur pied un cycle de formation portant sur "l'histoire du mouvement ouvrier de la Commune à nos jours." Nous espérons donner ainsi à nos Jeunes camarades une formation de base et leur faire appréhender les problèmes politiques que nous connaissons à l'heure actuelle. Nous avons déjà réalisé un week-end qui a vu la présence de 23 camarades, la majorité étant de Jeunes militants.

Durant ce week-end nous avons pu étudier :

- la I° Internationale
- la Commune en France
- Le Mouvement ouvrier français de la Commune à 1914
- les Révolutions russes de 1905 à 1917.

Nous avons clôturé ce week-end par une discussion approfondie du livre de Gorz "Stratégie ouvrière et néo-capitalisme". Nos jeunes camarades se sont déclarés très satisfaits de ce stage. Ce qui nous encourage dans notre politique de formation. Déjà nous avons fixé au dernier week-end de février le prochain stage qui portera sur :

- le Front Populaire
- la révolution espagnole
- le Mouvement ouvrier français de 40 à nos jours.
- étude des fascismes passés et contemporains.

Entre-temps en réunion de section nous aurons pu étudier :

- le mouvement ouvrier Français de 1914 au Congrès de TOURS
- la Russie après la mort de Lénine, le stalinisme.

Nous clôturerons notre cycle de formation par un week-end (fin Mars) dont voici le contenu :

- courts exposés sur les Révolutions cubaine, chinoise, algérienne, hongroise (1956)
- conception marxiste de l'état
- nature et fonction du Parti politique
- avenir du mouvement ouvrier français "

2) La section droit avec la participation de la section Sorbonne ont organisé un week-end de travail sur le thème des voies de passage au Socialisme, avec les sujets suivants :

- le néo-capitalisme et les classes sociales en France
- l'Université et le néo-capitalisme
- les problèmes posés par la définition d'une stratégie offensive du mouvement ouvrier : (avec Serge Mallet)
Réformes ou Révolution
"démocratie véritable" ou démocratie socialiste
une stratégie du Contre-Plan
- les conditions d'un parti révolutionnaire en France (avec Pierre Naville)
base sociale de ce parti
marxistes et chrétiens
rôle et place du marxisme

Ce stage a vu la participation de 25 à 30 étudiants (dont pas mal de sympathisants)

Un 2° stage est prévu par la section Droit sur les problèmes syndicaux étudiants et ouvriers pour les 13 et 14 FEV

3) Le n° 7 du Bulletin de Sorbonne (Fevrier) est paru.

4) L'école de formation organisée par le S.N.E. à Paris fonctionne comme prévu tous les mercredis (3 séances ont eu lieu). la participation est importante : entre 20 et 30 participants venant surtout de droit, Sorbonne, Grandes écoles...

Thèmes déjà abordés :

- La Social-démocratie avec Manuel Bridier
- la situation de l'UNEF avec GILLET
- la situation du syndicalisme ouvrier (définition d'une stratégie) avec Lucien Rioux et Edmond MAIRE (Secrétaire de la fédération de la Chimie CFDT)
- la presse et la propagande avec ALBEROT et LAUBREAUX.

5) Nous vous signalons que le Festival Mondial de la Jeunesse et des étudiants pour la Solidarité la paix et l'amitié aura lieu à ALGER du 28 juillet au 7 août.

Cette rencontre très importante comprendra :

des manifestations de solidarité

- des colloques, débats et séminaires politiques et économiques
- des manifestations culturelles et sportives

Le comité français du Festival qui se réunit très souvent est composé de tous les mouvements français de jeunesse populaires, culturels, syndicaux et politiques.

Le S.N.E. y participe à part entière.

Mais un problème se pose très directement : 1000 participants français sont prévus et les E.S.U. devraient pouvoir envoyer à Alger une dizaine de camarades.

Ceux qui seraient intéressés ou qui veulent des renseignements supplémentaires sont priés de nous écrire au plus tôt. (La participation aux frais, voyage et séjour, est de 750 f)
